

## Une nouvelle crise

De nouveau, Madagascar est plongée dans une crise. Elle a déjà subi tant de crises : 1972, 1991, 2002, 2009. Comme en 1972, cette crise de 2025 a débuté par un mouvement de contestation des étudiants. A l'époque, les étudiants renient le néocolonialisme revendiquant la malgachisation. Pour 2025, nos étudiants, sous le nom de GEN Z, dénoncent une condition de vie intolérable : de l'eau, de l'électricité. Depuis quelques années ces deux points vitaux sont devenus des problèmes non résolus.



Plusieurs quartiers de la capitale comme dans les autres régions manifestent contre le délestage perpétuel. Mais, les étudiants courageux sous l'étendard de GEN Z osent braver la force de l'ordre partout dans les universités de l'île, à l'instar d'Antsiranana où un étudiant est fusillé provoquant la colère de tous, ceux de Majunga, de Tamatave, de Fianarantsoa et de Tuléar. La première descente dans la rue s'est déroulée le 25 Septembre. Dans la soirée du 25 Septembre, pour Antananarivo, cela s'est tourné mal : des pillages ont eu lieu. De gros bras ont dévalisé certaines zones commerciales. Les démunis ont profité pour se servir à volonté dans les grandes surfaces. Des adolescents emportent une machine à laver, des gens mangent de la croquette pour chien en croyant que c'est du chocolat. La force de l'ordre s'est retirée et c'est le pillage généralisé.

Cela a continué le 26 Septembre pendant la journée et la nuit. Certains quartiers ont dû se défendre eux-mêmes avec le « andrimaso-pokonolona » où les hommes du quartier assurent la sécurité la nuit en faisant la garde. C'était également la même situation dans les autres villes. Les universitaires d'Ankatso (université d'Antananarivo) veulent absolument aller en ville, à Ambohitatovo appelé « place de la démocratie » suite au mouvement de 2009 emmenant le président Rajoelina au pouvoir et c'est lui-même qui a donné ce nom. Mais, bien sûr, la force de l'ordre les repousse. La place du 13 Mai est aussi interdite. Elle se trouve sur l'Avenue de l'indépendance, précisément, sur l'actuel parvis de l'hôtel de ville. En 1972, ce jour du 13 Mai, des étudiants ont été fusillés à cette place. Depuis, ce lieu est devenu une place historique. A chaque crise politique, c'est le centre des manifestations.



Donc, Ambohitatovo et la place du 13 Mai sont devenus « zone rouge » et la manifestation continue, se généralise avec les différents syndicats, les internes, les fonctionnaires, les enseignants... La force de l'ordre continue sa brutalité. Le 11 octobre un bataillon de l'armée intervient, aide la population.

Le président Rajoelina s'est enfui du pays. Il y a une vacance de poste. Selon la constitution malagasy, dans ce cas, c'est le président du SENAT qui prend la responsabilité dont la personne du général Ravalomanana Richard un gendarme retraité. Il a le surnom « général Bombe » tant il est sévère. Mais, lui aussi, il a été destitué par les membres du bureau du SENAT et il a disparu des radars. La Haute Cour Constitutionnelle a dû trouver une solution : constatant la vacance de poste, elle a donné le pouvoir à l'armée, en l'occurrence au colonel Mickaël Randrianirina devenu Président de Refondation de la République. Avec, l'accord de l'Assemblée Nationale, le président de la refondation nomme comme premier Ministre un Civil Herintsalama Rajaonarivelo.



*Une famille dort dans la rue*

Cette crise de 2025, débutant par une crise sociale a eu un dénouement rapide. Par rapport aux autres crises, qui a fallu des mois pour renverser le président au pouvoir. Les Malagasy se sentent comme « libérés » les langues se délient dénonçant tant de corruption, d'expropriation d'abus de pouvoir... Le problème reste entier : que faire ? Comment faire ?

L'eau reste un grand problème. Tant de quartiers sont presque sans eau. Les bornes fontaines ne fonctionnent que tard dans la nuit avec tout un lot de bidons jaunes à remplir. Voici presque une année que l'eau n'arrive plus à domicile pour des abonnés de la JIRAMA (électricité et eau de Madagascar), qu'il faut acheter cher les 20l d'eau d'un bidon jaune jusqu'à 2000 Ariary, selon le trajet, alors qu'il faut plus de 5 bidons jaunes pour une famille de 4 personnes. La saleté est là, comment faire la lessive ? Se doucher ? De même, le problème de délestage est loin d'être résolu. Justement, la

JIRAMA (société semi-privée responsable de la distribution et la production d'eau et l'électricité) est en grève générale refusant la privatisation et demandant le renvoi de son PDG un étranger qui a un salaire exorbitant.

Comment éviter une autre crise ? Que faire ? Comment faire ? Une concertation nationale est primordiale. Justement, on l'a fait à chaque crise sans succès. Oui, le problème reste entier : comment ne plus être « un pays mendiant » ? C'est à suivre.

Edmine et Michel